



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Wintersession 2002 • Neunte Sitzung • 09.12.02 • 15h15 • 01.401
Conseil des Etats • Session d'hiver 2002 • Neuvième séance • 09.12.02 • 15h15 • 01.401



01.401

Parlamentarische Initiative

SPK-NR.

Parlamentsgesetz

Initiative parlementaire

CIP-CN.

Loi sur le Parlement

Differenzen – Divergences

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.10.01 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.10.01 (FORTSETZUNG - SUITE)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.10.01 (FORTSETZUNG - SUITE)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.10.01 (FORTSETZUNG - SUITE)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.03.02 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.03.02 (FORTSETZUNG - SUITE)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.06.02 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.06.02 (FORTSETZUNG - SUITE)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.10.02 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.12.02 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 09.12.02 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.12.02 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 11.12.02 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 13.12.02 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 13.12.02 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Bundesgesetz über die Bundesversammlung

Loi sur l'Assemblée fédérale

Dettling Toni (R, SZ), für die Kommission: Ich übernehme als Ersatzsprecher die Funktion des abwesenden SPK-Präsidenten Franz Wicki.

Einleitend zwei oder drei ganz kurze Bemerkungen: Sie sehen auf der Fahne, dass wir in der letzten Runde, also unmittelbar vor der Einigungskonferenz, stehen. Deshalb gehen alle weiteren Differenzen in die Einigungskonferenz.

Ich darf aber auch festhalten, dass es gelungen ist, trotz des sehr grossen Umfangs dieses Gesetzes die Differenzen im Bereinigungsverfahren massiv abzubauen. Ich erinnere daran, dass wir in der ersten Runde 50 Differenzen hatten, nach der zweiten noch 10 und jetzt noch 4.

Auf diese 4 Differenzen möchte ich jetzt zu sprechen kommen.

Art. 82

Antrag der Kommission

Mehrheit

Festhalten

Minderheit

(Cornu, Forster, Reimann, Leuenberger)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 82

Proposition de la commission

Majorité



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Wintersession 2002 • Neunte Sitzung • 09.12.02 • 15h15 • 01.401
Conseil des Etats • Session d'hiver 2002 • Neuvième séance • 09.12.02 • 15h15 • 01.401



Maintenir

Minorité

(Cornu, Forster, Reimann, Leuenberger)
Adhérer à la décision du Conseil national

Präsident (Plattner Gian-Reto, Präsident): Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass Herr Cornu und 11 Mitunterzeichner eine Abstimmung unter Namensaufruf verlangt haben.

Dettling Toni (R, SZ), für die Kommission: Der Nationalrat hat an seiner letzten Sitzung mit 109 zu 24 Stimmen an seinem Beschluss festgehalten, wonach das vollständige Stimmverhalten jedes Ratsmitgliedes zu veröffentlichen sei. Wir haben bekanntlich in der vorgängigen Sitzung mit 26 zu 14 Stimmen an unserer Version festgehalten, wonach diese Frage auf der Stufe des Ratsreglementes zu regeln ist.

Die vorberatende SPK empfiehlt Ihnen mit 7 zu 4 Stimmen, am Beschluss unseres Rates festzuhalten. Dies geschieht im Wesentlichen aus vier Gründen:

1. In beiden Kammern gibt es eine eigene Ratskultur. Dazu gehören auch das Abstimmungsprozedere sowie das Festhalten und das Veröffentlichen der Ergebnisse. Aus diesem Grund empfindet es die Kommissionsmehrheit als stossend, wenn via Parlamentsgesetz die in dieser Frage ausgeprägte Kultur des Ständerates ausgehebelt werden soll.

2. Im Nationalrat besteht eine starke parteipolitische Polarisierung. In unserem Rat kennen wir dieses Phänomen nicht, oder zumindest ist es weniger ausgeprägt. Im Gegenteil: Hier fliessen vor allem kantonale und regionale Gesichtspunkte in die Beschlussfassung ein. Deshalb würde es nach Auffassung der Mehrheit zu einer gewissen Verzerrung des Bildes führen, wenn sämtliche Abstimmungsergebnisse veröffentlicht würden.

3. Der Nationalrat hat beschlossen, jede Abstimmung – also auch sämtliche Zwischenabstimmungen und Eventualabstimmungen – zu veröffentlichen.

Das geht wesentlich über die geltende Regelung hinaus. Bisher war es so, dass nur die Namensaufrufe, die Gesamt- und die Schlussabstimmungen veröffentlicht werden. Die Kommissionsmehrheit ist der Meinung, dass es auch hier zu einer Verzerrung kommen kann, wenn man sämtliche Ergebnisse – also auch alle Zwischenergebnisse und Eventualabstimmungen – veröffentlicht.

4. Die Kosten der Einführung der elektronischen Abstimmung im Nationalrat wurden seinerzeit mit nicht weniger als 700 000 Franken veranschlagt. Bei der Renovation unseres Ratssaales 2001, anlässlich deren man dieses Anliegen hätte kostengünstig realisieren können, wurden keine diesbezüglichen Töne laut.

Aus diesen vier Gründen beantragt Ihnen die vorberatende Kommission im Verhältnis von 7 zu 4 Stimmen, an unserem Beschluss festzuhalten und dieses Problem auf der Stufe der Ratsreglemente zu lösen.

Cornu Jean-Claude (R, FR): Je pourrai être bref dans la mesure où, évidemment, l'objet que nous débattons ce soir et cette divergence, l'une des dernières qui restent avec le Conseil national, vous sont connus. Je ne vais pas exposer à nouveau le point de vue de ceux qui estiment qu'il faut aller dans le sens du Conseil national et admettre qu'à l'avenir, la transparence doit aussi prévaloir dans ce débat, tant ces arguments ont été développés, redéveloppés et ressassés d'abord en commission, puis au cours des trois délibérations que nous avons déjà eues dans nos plénum respectifs. Il n'y a guère d'arguments nouveaux. Ceux que vient de développer le rapporteur ne sont pas nouveaux et vous sont connus.

Pour ce qui concerne la minorité, un seul point peut-être intéressant a été soulevé au Conseil national, qui mérite qu'on s'y arrête. C'est le point de vue de l'égalité des Chambres dans notre système bicaméral. C'est M. Eggly, du Conseil

AB 2002 S 1155 / BO 2002 E 1155

national, qui l'a relevé. Je me permets de le citer: "Notre système bicaméral, avec une Chambre du peuple et une Chambre des cantons, pose l'égalité totale des deux Conseils, tous deux représentatifs des deux grands éléments de la souveraineté en Suisse, c'est-à-dire le peuple et les cantons, la démocratie et le fédéralisme." Nous sommes, dans l'une et l'autre Chambre, avec des nuances, les tenants de ces grands piliers de notre Etat fédéral. "Alors pourquoi," – dit M. Eggly – "lorsqu'il s'agit de la transparence, lorsqu'il s'agit de savoir si on enregistre les votes, lorsqu'il s'agit donc de la possibilité, pour les citoyens, pour les journalistes, de savoir qui a voté quoi, pourquoi faudrait-il traiter les conseillers aux Etats différemment des conseillers nationaux?" Je trouve que cet argument emporte avec lui un brin de raison et qu'il contribue à faire que le Conseil des Etats – le "Sénat", comme il s'appelle dans d'autres pays – garde en Suisse la même valeur, le même rang que la Chambre plus démocratique du Conseil national.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Wintersession 2002 • Neunte Sitzung • 09.12.02 • 15h15 • 01.401
Conseil des Etats • Session d'hiver 2002 • Neuvième séance • 09.12.02 • 15h15 • 01.401



La minorité vous propose donc d'éliminer cette divergence, l'une des dernières avec le Conseil national. Je dirai, à ceux qui se sont offusqués à quelque part du fait qu'on ait usé du moyen qui, lui, est très clairement prévu dans notre règlement pour voir quel est le sentiment individuel de chacun des membres, à savoir qu'on ait demandé le vote nominatif, eh bien je leur dirai qu'ils auront constaté, et ils le constateront ce soir encore, que cette solution n'est vraiment pas confortable et qu'elle suscite, à chaque fois que certains la demandent, un certain agacement. Mais M. Leuenberger, toujours à l'affût des références historiques pour savoir pourquoi une Chambre change et l'autre pas, a pris la peine de s'adresser aux Services du Parlement et est arrivé à la conclusion que si ce n'était pas une chose courante ces dernières années au Conseil des Etats de demander le vote nominatif, eh bien au XIXe siècle, c'était même une chose assez courante. Contrairement à ce qu'on avait dit, ce n'était donc pas une première au Conseil des Etats, c'était plutôt un retour à une pratique assez courante au XIXe siècle. Donc nous n'avons pas engagé une révolution. Au contraire, nous avons engagé un retour aux sources qui devrait être plutôt de nature à satisfaire les conservateurs de notre Chambre. Cela dit, si vous deviez décider, pour avoir des arguments à discuter en Conférence de conciliation – puisqu'il y aura Conférence de conciliation –, de maintenir la divergence sur ce point-là, je me permettrais d'arriver à la séance de la Conférence de conciliation avec une proposition qui me semblerait acceptable pour notre Chambre. Il s'agirait de reprendre l'idée, qui a été évoquée en commission, de maintenir le principe de l'égalité des Chambres sur ce plan-là, mais en ajoutant alors une disposition transitoire à l'article 82, qui avait été formulée de la manière suivante: "Artikel 82 wird im Ständerat angewendet, sobald die technischen Voraussetzungen für eine elektronische Stimmabgabe gegeben sind." Cela me semblerait, dans le cadre d'une Conférence de conciliation, le moyen de liquider peut-être ce problème qui n'en est pas un, qui n'est en tout cas pas fondamental.

Pour l'instant, je vous demande quand même de soutenir la proposition de minorité et par là de vous rallier à la solution du Conseil national.

Reimann Maximilian (V, AG): Ich habe im Verlauf meiner nun schon recht langen Tätigkeit als eidgenössischer Parlamentarier Gelegenheit gehabt, eine ganze Reihe ausländischer Parlamente kennen zu lernen, sei es als Mitglied der IPU-Delegation, als Mitglied der Parlamentarischen Versammlung des Europarat oder im Zuge von Informationsbesuchen der Aussenpolitischen Kommission. Ich kann mich an keinen einzigen Ratssaal erinnern, wo nicht per Tastendruck abgestimmt wird, ausser eben bei uns im Ständerat.

Natürlich weiss ich, dass bei uns alte Traditionen nicht ohne Not über Bord geworfen werden sollen. Aber bezogen auf unser althergebrachtes Abstimmungsprozedere meine ich, die Nachteile seien so bedeutend geworden, dass wir davon Abschied nehmen sollten. Die Öffentlichkeit, unsere Wähler, die Medien und auch die Mitglieder des anderen Rates drüben haben doch einen Anspruch darauf zu erfahren, wer in unserem Rat wie gestimmt hat – zumindest bei wichtigen Abstimmungen und Schlussabstimmungen. Aber nicht einmal wir hier drinnen haben einen sicheren Überblick über das Abstimmungsverhalten, vor allem diejenigen nicht, die vorne oder in der Mitte sitzen. Manchmal wissen wir nicht einmal, wie die Stimmenzähler gestimmt haben. (*Heiterkeit!*) Ist ein solcher Zustand noch zeitgemäß? Ja, es ist so: Ich kann mich an ein Beispiel erinnern, Herr Frick und Herr Büttiker, da war ich als Einziger dafür oder dagegen – ich weiss nicht mehr, um welche Abstimmung es ging –, und im Ergebnis waren es dann zwei! Ich wusste nicht, wer mir noch zugestimmt hatte, und bin dann die Stimmenzähler fragen gegangen. Da hat mir einer gestanden, er habe mir Sukkurs geleistet. Das hat mich natürlich ausserordentlich gefreut. Aber ich musste erst fragen gehen, auf dass ich es zu wissen bekam.

Das Öffentlichkeitsprinzip soll im Übrigen auch in der Verwaltung durchgesetzt werden. Auch den Einwand der unverhältnismässig hohen Kosten, der ja auch ein Argument war, kann ich schon gar nicht mehr hören.

Wie hatte ich doch letzte Woche bei der Budgetdebatte an vorderster Front für weniger Ausgaben gekämpft! Dort ist es um wesentlich namhaftere Beträge gegangen. Die Mehrheit von Ihnen war dafür aber nicht zu haben und hat sich stets für höhere Ausgaben ausgesprochen. Heute aber soll ausgerechnet das Argument der Kosten dafür herhalten, die Forderungen nach mehr Abstimmungstransparenz auf den Sankt-Nimmerleins-Tag zu verschieben.

Der Nationalrat hat sich mit erdrückender Mehrheit für das namentliche Festhalten der Abstimmungsergebnisse ausgesprochen. Es liegt auf der Hand, dass es bei einem Nein in unserem Rat unweigerlich zu einer Einigungskonferenz kommen wird. Ich weiss nicht, ob es der Weisheit letzter Schluss ist, wegen dieser Differenz eine Einigungskonferenz durchzuführen.

Deshalb bitte ich Sie: Ersparen wir uns diese kuriose Einigungskonferenz, und stimmen wir halt dem Nationalrat zu.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Wintersession 2002 • Neunte Sitzung • 09.12.02 • 15h15 • 01.401
Conseil des Etats • Session d'hiver 2002 • Neuvième séance • 09.12.02 • 15h15 • 01.401



Namentliche Abstimmung – Vote par appel nominal

Für den Antrag der Mehrheit (Festhalten) stimmen die folgenden Ratsmitglieder:

Votent pour la proposition de la majorité (maintenir):

Beerli, Bieri, Brändli, Briner, Bürgi, Büttiker, Cottier, David, Dettling, Epiney, Escher, Frick, Fünfschilling, Ger-
mann, Hess Hans, Hofmann Hans, Inderkum, Langenberger, Lauri, Leumann, Lombardi, Maissen, Merz, Pau-
pe, Pfisterer Thomas, Schiesser, Schmid Carlo, Schweiger, Slongo, Stähelin (30)

Für den Antrag der Minderheit (Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates) stimmen die folgenden Rats-
mitglieder:

Votent pour la proposition de la minorité (adhérer à la décision du Conseil national):

Béguelin, Berger, Brunner Christiane, Cornu, Forster, Gentil, Jenny, Leuenberger, Marty Dick, Reimann, Sau-
dan, Stadler, Studer Jean (13)

Abwesend sind die folgenden Ratsmitglieder – Sont absents:

Spoerry, Wicki (2)

Präsident Plattner stimmt nicht

M. Plattner, président, ne vote pas

Art. 118a Abs. 4–6

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 118a al. 4–6

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

AB 2002 S 1156 / BO 2002 E 1156

Dettling Toni (R, SZ), für die Kommission: Bei Absatz 4 geht es um die Frage, ob Vorstösse automatisch abgeschrieben werden sollen oder nicht. Dies ist ein typisches Problem des Nationalrates, weil dort die Flut von Vorstößen – namentlich von Motionen und Postulaten – im Rat selber aus zeitlichen Gründen nicht behandelt werden können und nach einer gewissen Zeit automatisch abgeschrieben werden. In unserem Rat stellt sich diese Frage nicht.

Die Kommission beantragt Ihnen, sich hier dem Nationalrat anzuschliessen und die Differenz zu bereinigen.

Angenommen – Adopté

Art. 119 Abs. 2

Antrag der Kommission

Festhalten

Art. 119 al. 2

Proposition de la commission

Maintenir

Dettling Toni (R, SZ), für die Kommission: Zu Artikel 119 Absatz 2 möchte ich zunächst festhalten, dass der Nationalrat mit 135 zu 3 Stimmen an seinem Beschluss festgehalten hat. Wir haben beim letzten Mal mit 28 zu 9 Stimmen an unserer Version festgehalten, wobei unser früherer Beschluss nur mit 18 zu 17 Stimmen gefasst worden war.

Worum geht es? Es geht um die Rechtswirkung einer Motion im Zuständigkeitsbereich der Regierung. Das ist bekanntlich eine recht heikle Frage. Unser Rat will zusammen mit dem Bundesrat solchen Motionen blos die Rechtswirkung einer Richtlinie, also keinen zwingenden Charakter zukommen lassen. Der Nationalrat möchte in der Rechtswirkung wesentlich weiter gehen und den Bundesrat verpflichten, entweder eine solche Motion direkt umzusetzen oder dann einen Erlass zu unterbreiten, welcher der Umsetzung der Motion dient.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Wintersession 2002 • Neunte Sitzung • 09.12.02 • 15h15 • 01.401
Conseil des Etats • Session d'hiver 2002 • Neuvième séance • 09.12.02 • 15h15 • 01.401



Es gibt für beide Versionen gute Argumente. Ihre vorberatende Kommission hat aber ohne Gegenantrag beschlossen, an unserem Beschluss festzuhalten. Dies im Wesentlichen aus drei Gründen:

1. Man will die Gewaltenteilung respektieren.
2. Es sollen keine Kompetenzkonflikte durch die weiter gehende Rechtswirkung heraufbeschworen werden.
3. Man will an der klaren Aufgabenteilung zwischen den beiden Gewalten festhalten.

Daher beantragt Ihnen die vorberatende SPK Festhalten, nicht zuletzt auch deshalb, um in der Einigungskonferenz einen gewissen Verhandlungsspielraum zu erreichen.

Angenommen – Adopté

Art. 120 Abs. 1

Antrag der Kommission
Festhalten

Art. 120 al. 1

Proposition de la commission
Maintenir

Dettling Toni (R, SZ), für die Kommission: Es geht um die Frage, ob Motionen in Postulate umgewandelt werden können. Der Nationalrat lehnt diese Umwandlungsmöglichkeit mit 114 zu 4 Stimmen ab, während wir das letzte Mal in unserem Rat stillschweigend daran festgehalten haben.

Worum geht es hier im Wesentlichen? Der Nationalrat will keine Umwandlung von Motionen in Postulate zulassen bzw. nur dann, wenn sie bereits im Zweitrat zur Sprache gekommen sind. Unser Rat dagegen will an der bisherigen Umwandlungsmöglichkeit festhalten, sofern der Motionär oder die Motionärin dieser Umwandlung zustimmt.

Unser Rat sieht eine wesentliche Gefahr darin, dass andernfalls viele Motionen im Nationalrat überwiesen werden, was zur Folge hat, dass wir in unserem Rat eine wesentlich grössere Anzahl Motionen zu behandeln haben. Deshalb ist es letztlich auch ein Effizienzproblem. Aus diesen Gründen sollten wir an unserem Beschluss festhalten, denn schliesslich kann auch ein Postulat etwas bewirken, was sich schon in verschiedenen Fällen klar gezeigt hat. Zudem wollen wir auch damit Verhandlungsspielraum für die Einigungskonferenz erreichen.

Wir beantragen Ihnen deshalb Festhalten, damit wir diese Frage in der Einigungskonferenz zusammen mit den übrigen beiden Differenzen behandeln können.

Angenommen – Adopté

Präsident (Plattner Gian-Reto, Präsident): Damit geht diese Vorlage an die Einigungskonferenz.